

# «Pas de Suisse à 10 millions!» vire en tête

**Votations du 14 juin** Selon notre sondage, l'initiative de l'UDC visant à restreindre l'immigration séduit 52% de la population. Un clivage entre ruraux et citadins, tout comme selon le niveau de revenu, se dessine. Fait étonnant, l'électorat du PLR vote en faveur du texte.

Florent Quiquerez Berne

La population est prête à semer le chaos. Alors que les opposants à l'initiative UDC «Pas de Suisse à 10 millions!» répètent qu'une adoption du texte serait synonyme de catastrophe, il se trouve tout de même 52% de votants prêts à glisser un oui dans l'urne. Contre 46% de non. Plus inquiétant pour les opposants, le sondage Tamedia (éditeur de ce journal) montre qu'il ne reste que 2% d'indécis. Et ce, à six semaines du vote.

Pour rappel, l'initiative sur laquelle nous voterons le 14 juin veut inscrire dans la Constitution que le nombre d'habitants ne doit en aucun cas dépasser 10 millions d'ici à 2050. À partir de 9,5 millions, le Conseil fédéral devrait prendre des mesures en matière d'asile ou de regroupement familial. Si cela ne suffisait pas, il devrait dénoncer les traités internationaux ayant des répercussions sur l'immigration, comme la libre circulation, ce qui risque de torpiller les Bilatérales avec l'UE.

## Les nuits blanches du PLR

Si on entre dans le détail des intentions de vote, on découvre, sans surprise, que c'est l'électorat UDC qui dope le score du texte. Avec 96% de oui, c'est un score soviétique. Plus étonnant, la base du PLR soutient aussi le texte par 54% contre 42%. De quoi donner des nuits blanches aux huiles libérales-radicales qui tiennent le leadership dans le camp du non.

Dans les autres partis, c'est le rejet qui l'emporte, même s'il est timide au Centre (50% de non et 47% de oui). Ailleurs, le refus est plus marqué. Chez les Vert'libéraux, c'est 75% contre 24%. Soit plus ou moins le même ratio que chez les écologistes (75-23). Il faut dire que l'UDC titille la question de la croissance en parlant d'une initiative sur la durabilité. Au final, les champions du non sont les socialistes, avec 82% de rejet et seulement 16% de oui.

Mais il n'y a pas que l'analyse par parti qui soit édifiante. Notre sondage montre aussi un clivage entre l'électorat urbain et rural. Si les villes disent non à l'initiative par 55%, c'est un oui à 57% dans les campagnes. Il est même encore de 53% dans les agglomérations. Et si la Suisse romande rejeterait du bout des lèvres le texte (50%), la Suisse alémanique et le Tessin l'accepteraient par 54% et 53%.

## Ceux qui subissent la croissance

Faut-il voir dans ce sondage un fossé entre ceux qui profitent de la croissance et ceux qui la subissent? On pourrait le penser en analysant les votes selon l'âge, le revenu et le niveau de formation. Ainsi, à l'exception des retraités, toutes les autres classes d'âge acceptent l'initiative (avec un record de 57% chez les 35-49 ans). Autre élément intéressant, le rejet du texte augmente propor-



Beat Jans, en charge de la campagne du Conseil fédéral contre l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!», peut commencer à se faire du souci. Le projet a gagné en popularité depuis décembre passé.

## Si la Suisse romande rejeterait du bout des lèvres le texte (50%), la Suisse alémanique et le Tessin l'accepteraient par 54% et 53%.

tionnellement avec le revenu et le niveau de formation. En clair: les plus modestes et les moins formés veulent limiter l'immigration, alors que les plus riches et ceux qui ont fait des études sont majoritaires à refuser l'initiative «Pas Suisse à 10 millions!»

Au niveau des arguments, deux sont fortement cités par les partisans du projet. D'une part, l'immigration menacerait la sécurité de la Suisse, les étrangers et les personnes naturalisées étant fortement surreprésentés dans les actes de violence. D'autre part, l'immigration entraînerait une hausse des loyers, une pénurie de logements ain-

si que des embouteillages et des trains surchargés.

## Scrutin à suspense

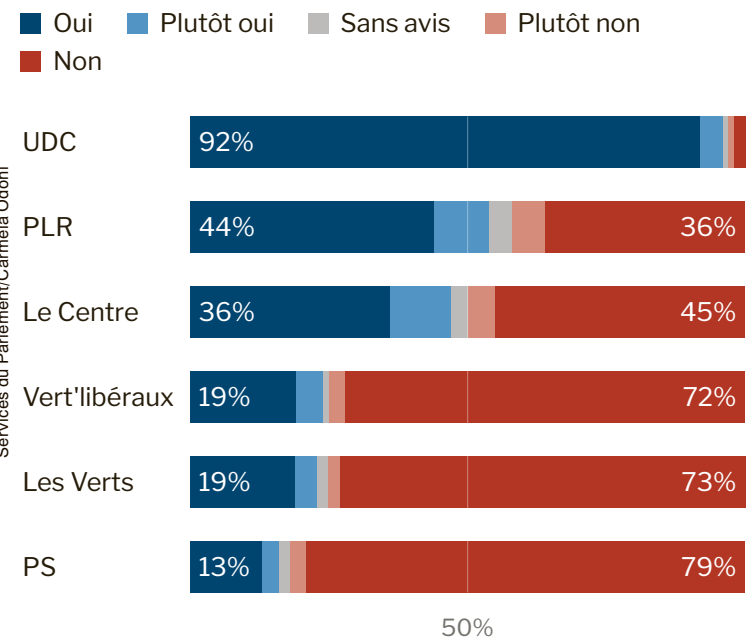
Du côté des opposants, deux arguments principaux sont également avancés: le projet conduirait à la résiliation des accords bilatéraux avec l'UE, ce qui aurait de graves conséquences pour l'économie. En outre, l'initiative aggraverait la pénurie de main-d'œuvre qualifiée pour les entreprises, en particulier pour les PME et dans le secteur de la santé.

Reste que ces résultats doivent être pris avec des pincettes. Début décembre, un sondage mon-

## 1er sondage Tamedia sur l'initiative Pas de Suisse à 10 millions!

### Allez-vous voter en faveur de l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!» (initiative pour la durabilité)?

Résultats par couleur politique. Réponses en pour-cent.



Sondage réalisé du 22 au 23 avril 2026 auprès de 11'243 personnes de toute la Suisse (dont 4672 en Suisse romande). Marge d'erreur du sous-groupe: ±3,5 points de pourcentage.

Graphique: DHL; Source: Sondage «20 Minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

trait le camp du oui gagnant par 48% contre 41%. En mars, on assistait pourtant à un renversement de tendance: perdant quelques plumes, les partisans totalisaient 45%. Ils étaient désormais dépassés par les oppo-

sants: 47%. L'histoire montre aussi que lorsqu'on parle de migration, les surprises sont possibles. En 2014, l'initiative «Contre l'immigration de masse» était donnée perdante avant de s'imposer dans le sprint final.

## Entre armée et service civil, le peuple refuse pour l'heure de trancher

Difficile de se faire une place à côté de l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!» La campagne autour de la réforme du service civil, également soumise en votation le 14 juin prochain, peine à décoller. Pourtant, il y a une victoire à aller chercher. Selon notre premier sondage, opposants et partisans sont tous deux à 46%. Les 8% d'indécis joueront donc un rôle crucial.

Pour rappel, cette révision de la loi veut «faire appliquer la disposition constitutionnelle selon laquelle il n'y a pas de libre choix entre le service militaire et le service civil de remplacement», précise le Conseil fédéral. L'idée est donc de réduire le nombre d'admissions au service civil. Pour ce faire, six mesures sont proposées pour rendre cette alternative moins attractive à la base ou compliquer le passage entre service militaire et service civil pour ceux qui bifurqueraient en cours de route.

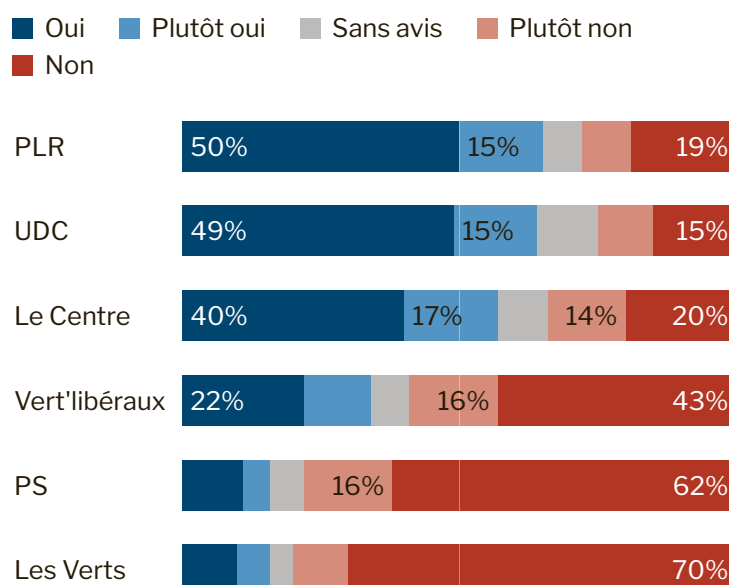
## Un clivage gauche-droite, mais pas seulement

Un projet qui débouche sur plusieurs clivages, dont deux prin-

## 1er sondage Tamedia sur la modification de la loi fédérale sur le service civil

### Allez-vous voter en faveur de la modification de la loi sur le service civil?

Résultats par couleur politique. Réponses en pour-cent.



Sondage réalisé dans les mêmes conditions que celui de l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!»

## Cette révision de la loi veut «faire appliquer la disposition constitutionnelle selon laquelle il n'y a pas de libre choix entre le service militaire et le service civil».

Le premier est lié au sexe. Les hommes sont favorables à la réforme (51% contre 44%) alors que les femmes s'y opposent (49% contre 40%). Le second est politique. Sans surprise, les partis de gauche, qui ont lancé le référendum, sont contre. Et ils peuvent compter sur le soutien des Vert'libéraux. En face, les autres partis bourgeois appuient la révision de la loi. De façon moins évidente, l'approbation du projet est plus éle-

vée à la campagne (50%) que chez les personnes vivant en ville (38%). Les électeurs appartenant à la catégorie de formation la plus basse soutiennent la révision (51% de oui). En revanche, ce oui dégringole chez les personnes ayant un niveau d'éducation élevé (33% oui). Enfin, la loi bénéficie d'un soutien relativement faible chez les jeunes (37% de oui), tandis que le oui est le plus élevé dans le groupe de population le plus âgé: 54% chez les plus de 65 ans.

Pour les partisans, l'argument central est que le service civil est aujourd'hui devenu une alternative confortable bien que, selon la Constitution, il n'existe pas de libre choix entre le service militaire et le service civil.

Les opposants rejettent le projet notamment parce que les personnes effectuant le service civil accomplissent des tâches importantes pour la cohésion sociale et culturelle. Et de rappeler que les hôpitaux, les maisons de retraite, les agriculteurs de montagne et les écoles dépendent des civilistes. (FQU)